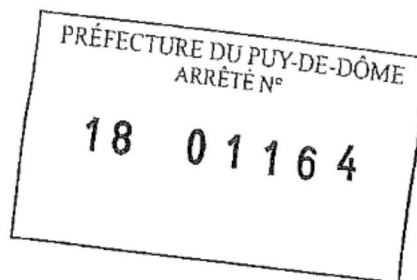




PRÉFET DU PUY-DE-DÔME



Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**Portant mise en demeure de  
la SARL GOUVEIA José  
producteur- détenteur de déchets remis  
à la SA SELECTIS d'assurer ou de faire  
assurer la gestion de ses déchets  
conformément au Code de  
l'environnement**

*Préfet du Puy de Dôme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.541-2, L.541-3, R 541-12-16 ;

**VU** le jugement du tribunal de commerce de Clermont-Ferrand en date du 6 juin 2014 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de la SA SELECTIS et désignant Maître GLADEL en qualité d'Administrateur Judiciaire de cette entreprise ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 26 juin 2006, modifié, autorisant la SA SELECTIS à Riom à exploiter une installation de transit et de tri de déchets du BTP, de déchets d'activités économiques et des encombrants des collectivités sur le territoire de la commune de Riom, ZI du Maréchat, Rue Michel Servet ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2014204-0003 du 23 juillet 2014 mettant en demeure la SA SELECTIS de respecter les articles 1.2.1. et 5.2.1 de l'arrêté préfectoral 06/02734 du 26 juin 2006, fixant les quantités maximales de déchets ultimes et de bois de classe B entreposés sur le site, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la mise en demeure ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2014304-0008 du 31 octobre 2014 portant consignation de fonds répondant du coût des mesures d'évacuation et d'élimination de ces déchets ;

**VU** la réponse de Maître Gladel en date du 7 novembre 2014 faisant état que la SA SELECTIS ne disposait pas des fonds nécessaires et qu'elle n'avait donc aucun moyen de régler le montant de la consignation ;

**VU** les courriers en date des 26 janvier 2015 et 26 mars 2018, adressés aux producteurs/détenteurs de déchets pour leur demander l'enlèvement des déchets et les informer du projet de mise en demeure à leur encontre ;

**VU** l'absence de réponse de la SARL GOUVEIA José au terme du délai d'un mois fixé par le courrier du 26 mars 2018 ;

**CONSIDÉRANT** qu'une partie du stock de déchets imputable à la SA SELECTIS a été évacuée en décembre 2017 dans le cadre d'une démarche initiée par la FFB à laquelle la SARL GOUVEIA José n'a pas voulu adhérer ;

**CONSIDÉRANT** que la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale n'a pas été effectuée conformément aux dispositions du chapitre 1 du titre 4 du livre 5 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le producteur/détenteur du déchet est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers, en application de l'article L 541-2 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article R.541-12-16 du Code de l'environnement, l'autorité titulaire du pouvoir de police mentionnée à l'article L.541-3 est le Préfet ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 - CHAMP DE LA MISE EN DEMEURE**

La SARL GOUVEIA José, 18, rue de la Barrière 63430 PONT DU CHATEAU, est mise en demeure d'éliminer les déchets qu'elle a remis à la SA SELECTIS, rue Michel Servet à Riom, conformément aux dispositions de Code de l'environnement.

La quantité de déchets à enlever est de 9,87 tonnes.

Le délai est fixé à un mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 - SANCTIONS**

En cas d'inobservation des prescriptions et délais ci-dessus, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues aux paragraphes 1° à 3° du II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées.

### **ARTICLE 3 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

### **ARTICLE 4 - NOTIFICATION ET PUBLICITE**

Le présent arrêté sera notifié à la SARL GOUVEIA José et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy-de-Dôme.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Riom pour y être consultée par toute personne intéressée.

## ARTICLE 5 - EXECUTION ET COPIES

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture, Maître Raphaël PETAVY, liquidateur judiciaire de la SA SELECTIS, Monsieur le Maire de la commune de RIOM et Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le - 5 JUIL. 2018

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale,

  
Béatrice STEFFAN